



L'essentiel pour comprendre le PLUi-D et participer à son élaboration

Support de Concertation avec le public

Version Juin 2024



Sommaire :

- Qu'est ce qu'un PLUi ? *page 2*
- Les principaux éléments de l'état des lieux. *page 14*
- Etat Initial de l'Environnement. *page 18*
- Etat des lieux socio-économique. *page 37*

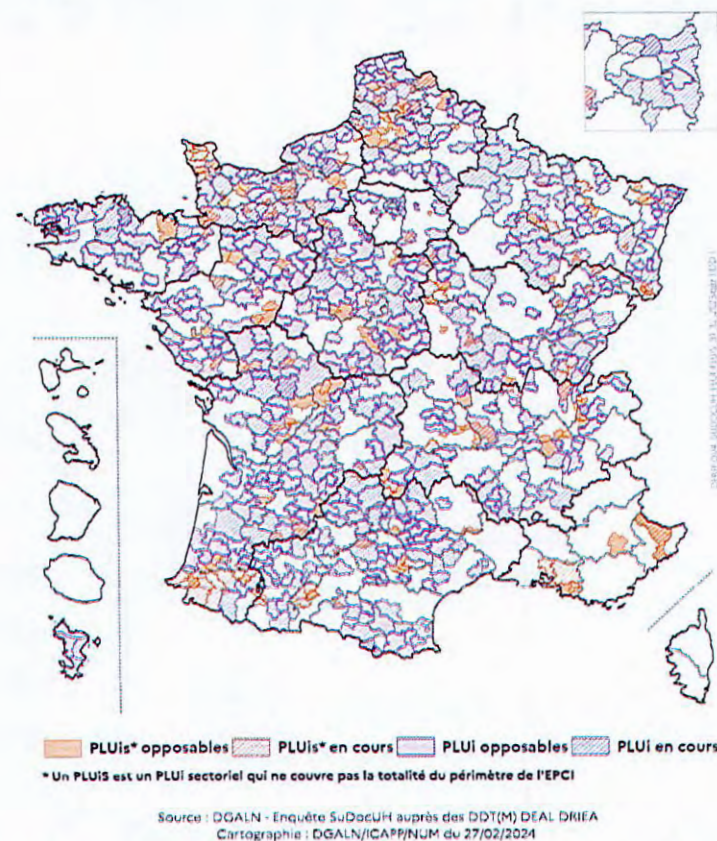
Qu'est ce qu'un PLUi ?

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) est un document de planification et d'urbanisme réglementaire.

Alors que le PLU couvre le territoire d'une seule commune le PLUi est élaboré à l'échelle de la communauté urbaine, composée de 36 communes.

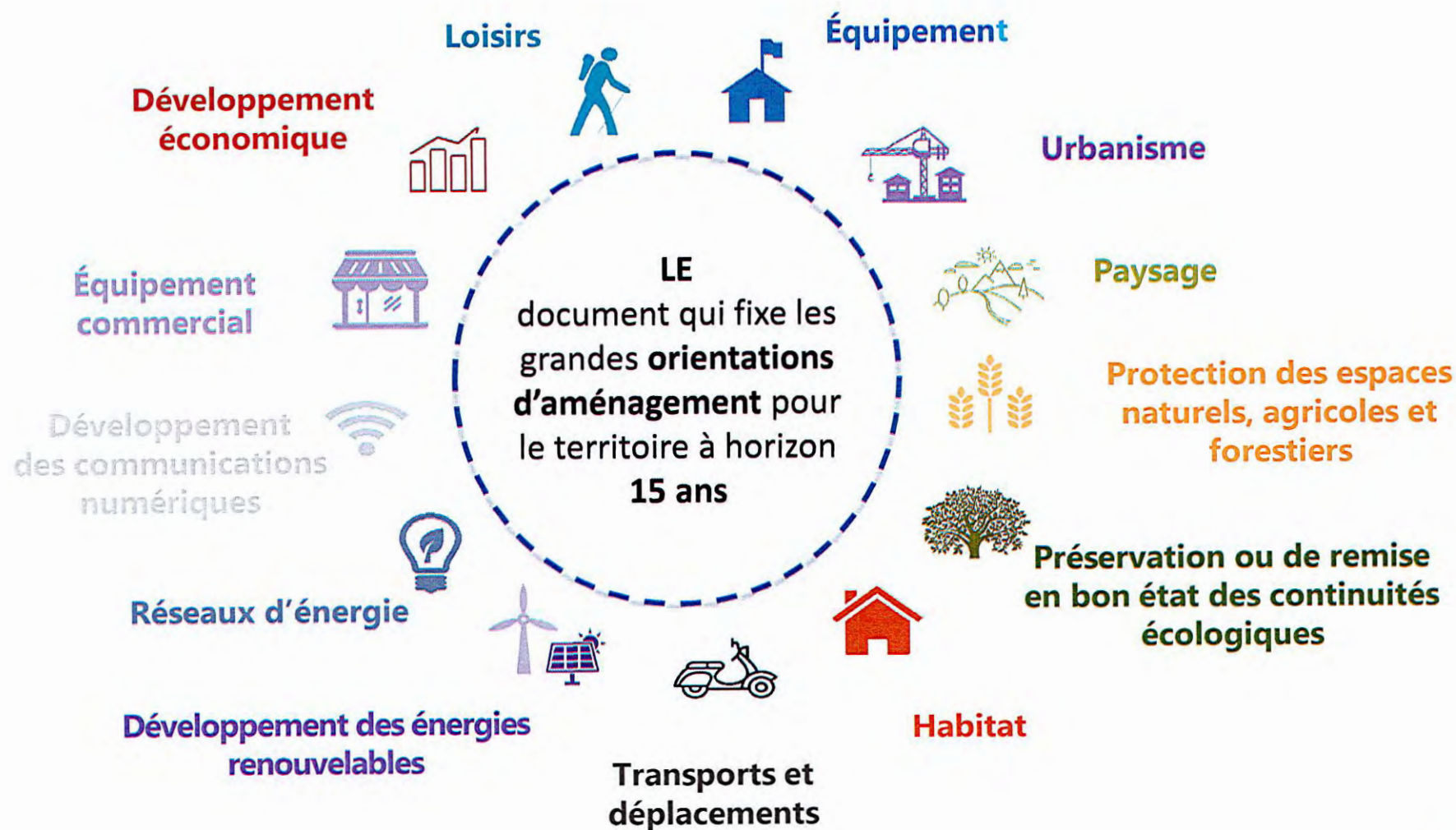
Une fois finalisé le PLUi sera la traduction des orientations politiques et stratégiques en matière d'aménagement du territoire, d'organisation de l'espace et de déplacements.

Il s'imposera à tous notamment lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme (permis de construire, déclarations préalables...).



➤ **Le PLUi connaît un fort développement sur le territoire national. Le PLUi-D remplacera à terme les documents d'urbanisme locaux (PLU, cartes communales) et le RNU dans les communes concernées.**

Qu'est ce qu'un PLUi ?

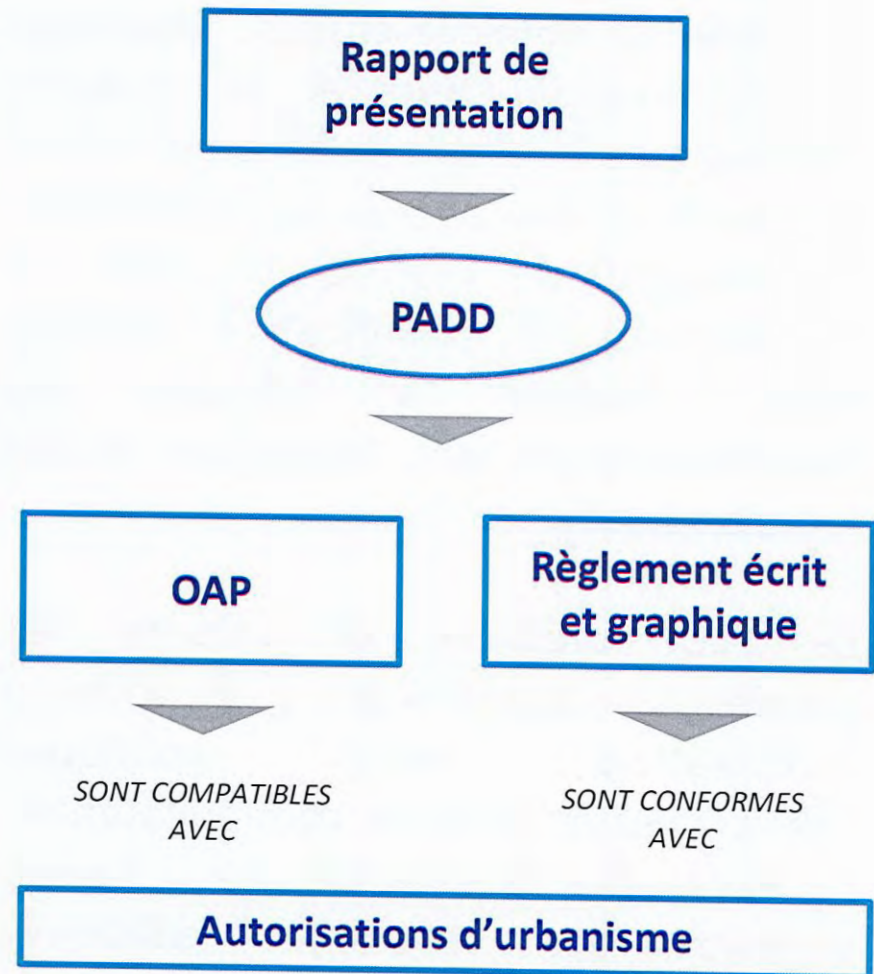


De quoi se compose un PLUi ?

- **Le Rapport de Présentation** : Compile un ensemble d'éléments nécessaires à la connaissance, à la compréhension du territoire et à la définition du projet et in fine à l'analyse de l'impact du projet sur l'environnement
 - ➔ État des lieux du territoire ;
 - ➔ Justifications des choix retenus ;
 - ➔ Evaluation environnementale ;
- **Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** : définit des orientations traduisant le projet politique en matière d'aménagement du territoire ;
- **Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** : Plans et principes d'aménagement géographiques ou thématiques ;
- **Le règlement écrit et sa déclinaison graphique** : Traduction de l'ensemble du projet qui s'applique aux autorisations d'urbanisme.



Des pièces spécifiques au volet « déplacement » s'ajoutent.

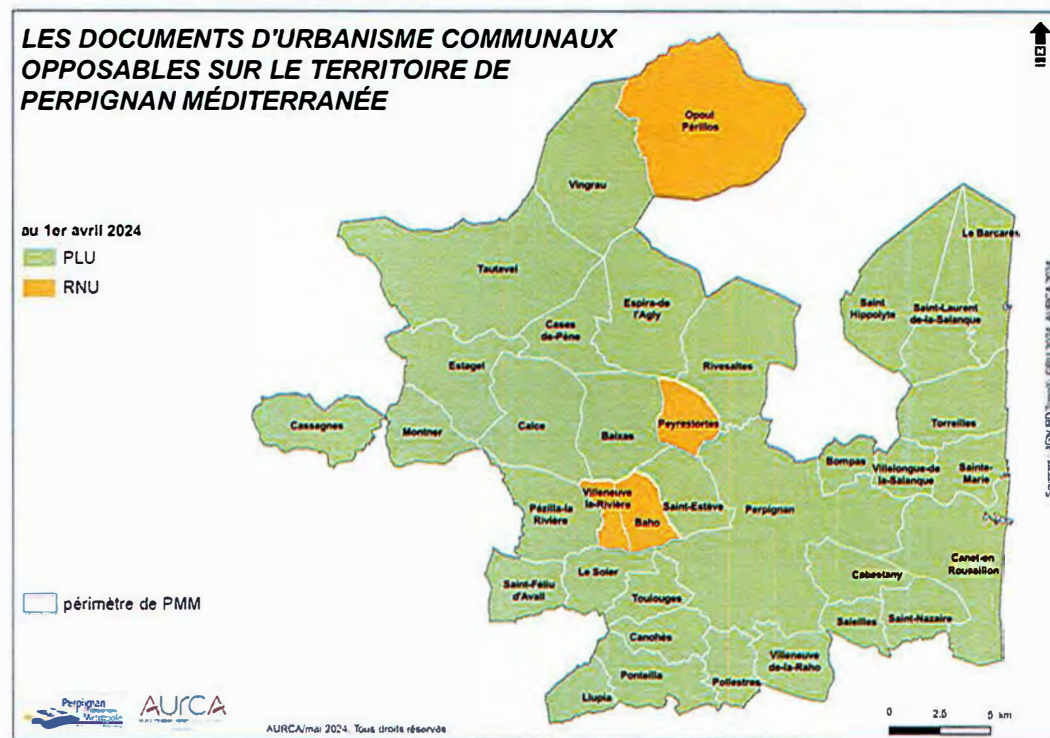


Pourquoi le PLU devient-il intercommunal ?

Les limites municipales sont désormais franchies quotidiennement par les déplacements domicile-études, domicile-travail, domicile-loisirs et se révèlent insuffisantes à elles seules pour traiter efficacement les enjeux du commerce, du paysage, de biodiversité voire de l'agriculture. **La planification urbaine doit s'adapter à l'échelle du fonctionnement des territoires et de leurs populations.**

Le PLUi préserve et valorise les spécificités communales ; il veille à l'articulation entre politiques municipales et stratégie communautaire. Le PLUi offre la garantie d'une bonne cohésion des différentes politiques publiques entre elles.

- **Perpignan Méditerranée Métropole a donc décidé d'engager un PLUi dès le mois de décembre 2015.**



➔ **Le PLUi une fois approuvé remplacera les documents communaux dans un objectif de simplification.**

Pourquoi le PLUi intègre t-il un volet déplacement : « D » ?

Perpignan Méditerranée Métropole est déjà dotée d'un Plan de **Déplacement** Urbain (PDU). La révision de ce plan était devenue nécessaire et le lancement du PLUi constitue donc une opportunité pour coupler les 2 démarches et garantir une meilleure articulation entre les politiques d'urbanisme et de déplacement. La loi « LOM » a fait évoluer le cadre d'élaboration et le contenu des PDU en prévoyant leur transformation en Plan De Mobilité (PDM) à compter du 1^{er} janvier 2021.

Ainsi, le volet « D » du **PLUi valant PDM** devra par exemple déterminer les **principes régissant l'organisation de la mobilité des personnes et du transport des marchandises, la circulation et le stationnement**. Il contribuera à la **diminution des émissions de gaz à effet de serre** liées au secteur des transports.



Quels sont les principaux objectifs du PLUi-D ?

Le PLUi-D doit permettre d'assurer une organisation cohérente du territoire communautaire, de maîtriser la consommation d'espace et de conforter un aménagement et un développement durables, notamment :

- *Lutter contre la dévitalisation des centres anciens notamment par le renouvellement urbain, et renforcer les interventions en matière de réhabilitation énergétique ;*
- *Assurer une production diversifiée de logements et de formes urbaines économes d'espace, avec un niveau élevé de qualités urbaine et environnementale ;*
- *Offrir des capacités de développement économiques adéquates et diversifiées répondant aux besoins des entreprises ;*
- *Préserver les terroirs et mener une politique de reconquête de friches ;*
- *Répondre aux besoins des habitants et usagers en matière de mobilités et facilités d'accès ;*
- *Lutter contre les risques naturels et technologiques notamment le risque inondation ;*
- *Gérer la ressource en eau ;*
- *Préserver les espaces naturels et la biodiversité ;*
- *Favoriser une organisation urbaine et des mobilités limitant les gaz à effet de serre ;*
- ...

➤ **Ces objectifs seront précisés et complétés tout au long de la démarche. Ils sont consultables (site internet de PMM) dans les délibérations de prescription, d'actualisation et de précision des objectifs du PLUi-D.**



Quels sont les objectifs spécifiques au volet « D » ?

Les 11 objectifs obligatoires en matière de mobilité fixés par le Code des transports :

1. L'équilibre durable entre les besoins en matière de mobilité et de facilités d'accès [...];
2. Le renforcement de la cohésion sociale et territoriale [...];
3. L'amélioration de la sécurité de tous les déplacements [...];
4. La diminution du trafic automobile et le développement des usages partagés des véhicules terrestres à moteur ;
5. Le développement des transports collectifs et des moyens de déplacement les moins consommateurs d'énergie et les moins polluants [...];
6. L'amélioration de l'usage du réseau principal de voirie dans l'agglomération [...];
7. L'organisation du stationnement sur la voirie et dans les parcs publics de stationnement [...];
- 7 bis.** La localisation des parcs de rabattement à proximité des gares ou aux entrées de villes, le nombre de places de stationnement de ces parcs, en cohérence avec les conditions de desserte en transports publics réguliers de personnes du territoire couvert par le plan de mobilité, et la mise en place de stationnements sécurisés pour les vélos et engins de déplacement personnel ;
8. L'organisation des conditions d'approvisionnement de l'agglomération nécessaires aux activités commerciales et artisanales et des particuliers [...];
9. L'amélioration des mobilités quotidiennes des personnels des entreprises et des collectivités publiques en incitant ces divers employeurs [...] à encourager et faciliter l'usage des transports en commun et le recours au covoiturage, aux autres mobilités partagées et aux mobilités actives ainsi qu'à sensibiliser leurs personnels aux enjeux de l'amélioration de la qualité de l'air ;
- 9 bis.** L'amélioration des mobilités quotidiennes des élèves et des personnels des établissements scolaires, en incitant ces établissements à encourager et faciliter l'usage des transports en commun et le recours au covoiturage, aux autres mobilités partagées et aux mobilités actives ;
- 9 ter.** L'amélioration des conditions de franchissement des passages à niveau [...];
- 10.** L'organisation d'une tarification et d'une billettique intégrées pour l'ensemble des déplacements, incluant sur option le stationnement en périphérie et favorisant l'utilisation des transports collectifs par les familles et les groupes ;
- 11.** La réalisation, la configuration et la localisation d'infrastructures de charge destinées à favoriser l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ainsi que la localisation du réseau d'avitaillement à carburant alternatif tel que précisé à l'article 39 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 relative à la transition énergétique de la France



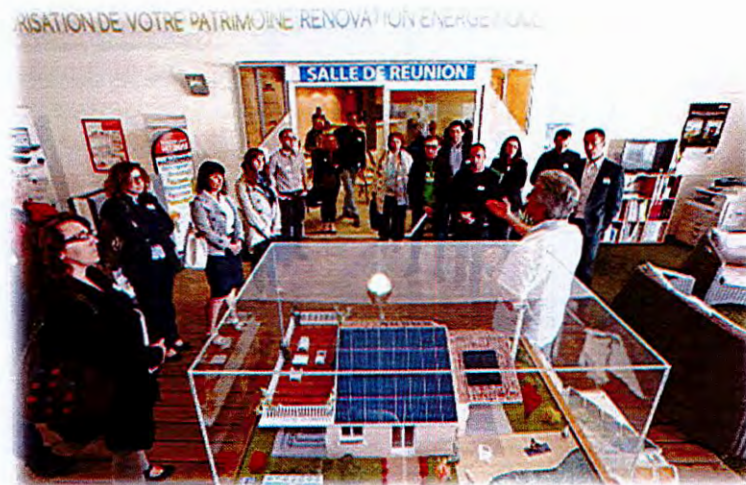
Pourquoi participer dès à présent et comment le faire ?

Différents moyens sont mis à disposition de toute personne désireuse de contribuer à l'élaboration du PLUi-D.

Il est important que le public puisse participer et ce, dès le lancement des réflexions. Perpignan Méditerranée Métropole a prévu que l'expression du public puisse se dérouler via :

- un registre : au format papier au siège de PMM et au sein des 36 mairies, et sous forme dématérialisée <https://www.enquete-publique.perpignanmediterranee-metropole.fr/concertation-publique/333> ;
- une adresse mail dédiée : plui-d@perpignan-mediterranee.org ;
- ou par courrier postal à adresser au siège de PMM.

➤ Les modalités de concertation avec le public sont détaillées par les délibérations du Conseil Communautaire du 17/12/2015, 15/12/2016 et 29/04/2024.



Perpignan Méditerranée Métropole

PERPINYÀ MEDITERRÀNIA | METRÒPOLI



Cette présentation n'a pas vocation à être exhaustive.

*Elle a pour objectif de faciliter la lecture des différents documents composant le
Projet de Mobilité (valant Plan de Mobilité) qui seuls ont une valeur au sens du Code
des Transports.*

